

Editorial

Ulrich Sollmann

Les rendements seraient un droit de l'homme

« L'atmosphère festive est de retour à Wall Street » – en janvier 2011 déjà, cinq des plus grandes banques américaines prévoient de verser à leurs collaborateurs des primes à hauteur de 90 milliards de dollars (WamS, 23.1.2011).

Déjà en 2009, tous les acteurs – banquiers, ministres des finances, spécialistes de l'économie, médias et citoyens – savaient que personne ne pouvait évaluer la complexité des risques impliqués par la crise, ne serait-ce qu'approximativement (Manager Magazin 12/2011). En savons-nous plus aujourd'hui? demande ce magazine, en ajoutant que l'ignorance au sujet de la crise et de ses risques s'est même encore démultipliée. Un membre du conseil d'administration d'une banque, que je coache, souriait presque au moment où il me donna une réponse à ma question rhétorique: « Pensez-vous vraiment qu'en tant que banquiers, nous savons comment gérer les 1.3 billions d'euros du < parachute européen >? » Ce qui signifie que les compétences attendues des politiques sont pratiquement inexistantes.

Lorsque les marchés financiers, les politiciens et les experts veulent faire croire aux gens qu'ils ont les compétences requises, cela ne ressemble-t-il pas à de la démesure et à de l'arrogance ?

Lorsque je lis le projet de Dirk Helbing, un chercheur zurichois qui étudie les risques, j'ai l'impression de me trouver dans un pays de cocagne technocrate et cynique (Der Spiegel 42/2011). Il pense pouvoir faire des prévisions sur les superordinateurs, sur les crises financières et sur les révolutions. Selon lui, l'intelligence artificielle pourrait apporter une contribution comme celle d'un « oracle de l'époque moderne ». Le Spiegel (50/2011) s'exprime en détail sur la crise dans son numéro de décembre, sous le grand titre de « Les soldes »; il souligne de manière convaincante certains aspects du fonctionnement des marchés financiers et la manière dont ils affectent la politique. Les marchés misent sur la croissance, même lorsque le président de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, le Dr. Mirow, un expert reconnu sur le plan international déclare que « la croissance ne va pas nous sauver » (Die Zeit 36/2011).

Une croissance au sujet de laquelle une plainte a même été déposée auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, au motif que les rendements sont un droit de l'homme.

Comme l'a indiqué de manière détaillée la Handelsblatt de décembre 2011, la politique se voit maintenant confrontée à un nouvel adversaire, à une nouvelle opposition. Ce n'est plus l'opposition parlementaire qui insiste pour que de nouveaux principes et de nouvelles politiques soient mis en œuvre; ce sont les grandes banques, les agences de rating et les hedge funds qui font la politique. Au plus tard depuis la mi-2011, ces adversaires dangereux des gouvernements pratiquent une politique d'opposition en allant jusqu'à traquer les gouvernants (dont par exemple celui de l'Italie) et même à les forcer à démissionner. « En Europe, le primat de l'économie a remplacé le primat de la politique » (Handelsblatt, 2.12.2011).

La démocratie, la politique qui y est pratiquée, vit du discours, d'un échange continu entre les citoyens et leurs représentants institutionnels. Or, l'aggravation de la crise au début 2012 montre clairement que le discours démocratique est mort. Cela implique-t-il également la fin de la démocratie? Nous trouvons-nous déjà dans une phase post-démocratique? Les sommets de crise se succèdent à des intervalles si brefs qu'il n'est plus possible de coordonner les décisions avec les Parlements des différents pays, avec les représentants élus des citoyens. Il est probable que cela durera des mois ou des années pour que ceux-ci se plaignent des politiciens et des décisions prises au moment de la crise. Entretemps, des faits concrets – politiques, économiques et malheureusement aussi humains – sont établis.

C'est la crise 2012.

Les citoyens perdent la confiance qu'ils avaient mise dans l'économie sociale de marché. Ils ne croient plus que la politique – qui est pourtant une instance élue par la société – va organiser le système social de manière telle qu'il serve les intérêts des citoyens, au lieu de représenter les intérêts des milieux économiques. Un membre du comité administratif de Goldman-Sachs demande une meilleure régulation des marchés, puisque « des marchés très évolués ont également besoin d'une autorité de surveillance très avancée ». Cela paraît raisonnable, sauf que sans même avoir le temps de reprendre son souffle, il déclare que le travail des responsables de cette surveillance

est un travail de Sisyphe « puisqu'ils ne peuvent réguler que les problèmes passés, mais pas les problèmes futurs (WamS, 30.1.2011).

Et comment les gens réagissent-ils dans la crise? Une étude du Hamburger Trendbüro confirme ce que l'on savait déjà: famille, santé et collectivité sont les valeurs les plus importantes pour les Allemands (Manager Magazin 1/2012). L'étude résume cette constatation en quelques mots: « Retour au familial. Le succès est out ». Stephan Grünewald, de l'institut d'étude du marché rheingold, analyse le « cri des Allemands pour ce qu'ils considèrent comme ce qui leur fait du bien; il souhaite apprendre aux entreprises comment elles peuvent fournir cet aspect – et en même temps faire des bénéfices (Magazin Die Welt 2/2011).

Une contradiction en soi ?

Les possessions matérielles « ne valent plus grand-chose », mais « ce qui a vraiment de la valeur » est ce qui fournit un appui, de la sécurité et des points de repère (Manager Magazin 1/2011). Le système des valeurs a été ébranlé, la satisfaction existentielle n'est plus seulement associée à l'argent, aux possessions et au bien-être.

Comment les gens, les citoyens réagissent-ils à la crise, au moment où les marchés financiers s'effondrent, où l'économie européenne est touchée par la récession, où l'euro est proche d'un test de rupture et où des pays entiers ne sont pas loin de l'insolvabilité? Comment les Allemands réagissent-ils dans cet « état d'urgence économique »?

Le magazine économique Capital a publié une étude (8/2010) dont nous reproduisons brièvement les principaux points:

- La récession freine le nombre des naissances.
- Pour entraîner leur corps et se libérer de leurs frustrations, plus de gens fréquentent les studios de fitness.
- Le nombre des malades est en constante augmentation.
- Les effets sur la santé et le bien-être physique de la population sont graves et doivent provoquer l'inquiétude. Alors qu'au début des années 1990, en moyenne chaque personne était préoccupée par 1.1 thème, ce chiffre est passé à 2.8 en 2007 en à 3.2 en 2010.

Selon les chercheurs, la plus grande crainte concerne le chômage. Les Européens se font donc du souci pour leur travail, pour leur sécurité économique et matérielle. Ils craignent simultanément d'être marginalisés sur le plan social et de tomber dans la pauvreté. Et ils se font du souci pour leur équilibre émotionnel et psychique. Selon un rapport présenté par les caisses maladie en 2011, le nombre de journées d'absence pour maladie est en augmentation (dans le sens où les salariés souffrent d'un syndrome de burnout); il a passé de 4.6 à 63.2 par 1000 pour l'ensemble des assurés entre 2004 et 2010.

Il reste que la crise rapproche les hommes. Elle les réveille. Elle les rend plus sensibles et mieux conscients des abus, mais leur fait également comprendre qu'il est temps qu'ils créent de nouvelles collectivités. Le journaliste Friedrich Küpperbusch décrit ces personnes comme des citoyens engagés sur le plan politique qui, simultanément, en ont assez de la politique pratiquée par les partis. Ces personnes trouvent les thèmes qui les intéressent dans des domaines proches de leur quotidien qu'elles peuvent aisément saisir, puisqu'elles sont elles-mêmes concernées, et qui ne sont pas influencés par une idéologie; ce sont aussi des thèmes que l'on peut aborder facilement pour être entendu. Il s'agit « en partie de coalitions de citoyens mal peignés qui s'opposent aux coalitions plus ou moins larges créées par les partis » (Küppersbusch (Medium Magazin 7/2010).

Faut-il considérer la crise comme un moment fondateur de mouvements sociaux, qu'ils soient internationaux ou nationaux ? Nous pensons à des mouvements comme le printemps arabe, Occupy Wall Street, Anonymous, Stuttgart 21 et autres.

Les centrales nucléaires en Allemagne et les banques européennes vont se voir confrontées à des tests de rupture, mais elles ne sont pas les seules. Les démocraties elles-mêmes vont devoir passer par le même processus social. En effet, à l'avenir les sociétés devront se débrouiller avec les moyens financiers qu'elles engendrent (Manager Magazin 1/2012). La confiance envers les institutions politiques est en baisse et la répartition de la fortune, des revenus et des chances existentielles est de plus en plus considérée comme injuste. Alors qu'en Allemagne, les écarts sont perçus comme incluant environ 70 % d'injustices et 20 % seulement d'équités, le mouvement Occupy attaque Wall Street en disant « Nous sommes les 99 % ».

Selon le Spiegel (52/2011), ce mouvement va permettre aux citoyens de prendre eux-mêmes leur destin en main. Il va leur en donner l'énergie. Il constitue un laboratoire social et n'est « pas un mouvement radical puisqu'il dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas ».

Pourtant, Steingart lance un avertissement aux Allemands, dans le sens où les réformes, « autrefois considérées comme des promesses nostalgiques » sont maintenant perçues comme une menace. Selon lui, « la résistance était autrefois un grand mot, puisqu'elle représentait la lutte contre l'injustice et le manque d'humanité ... Mais utiliser le terme de résistance dans le contexte de la lutte contre une gare (Stuttgart 21) dévalorise sa signification » (Der Spiegel 10/2011).

Dans le premier numéro thématique 2010, nous avons publié des articles consacrés à l'évaluation de la crise et de ses effets sur les citoyens. Peut-être avons-nous fait montre de naïveté mais, à l'époque, nous espérions de tout cœur qu'aujourd'hui, en 2012, nous pourrions jeter sur la crise un regard rétrospectif pour savoir si le point de vue que nous soutenions en 2010 s'était avéré exact. Une chose semble claire: aujourd'hui, ce n'est plus la crise qui doit nous intéresser, mais ses métamorphoses constantes.

Stefanie Haas (infratest dimap) montre comment les Allemands perçoivent la crise en se fondant sur des données tirées de la démoscopie. Nos concitoyens craignent une péjoration du climat économique, même s'ils considèrent comme moins précaires ses effets sur la sphère personnelle. Ils expriment leurs doutes quant à la politique et il est possible que seuls les actes de la Chancelière Merkel les retiennent de prendre complètement leurs distances.

Wolfgang Looss mentionne clairement le sentiment d'impuissance qui habite les citoyens et les milieux économiques face à la complexité de la crise. Celle-ci cause des dégâts extrêmes à la sphère personnelle. C'est pourquoi il propose que de – pénibles – efforts de sécurisation soient entrepris et se déclare partisan d'un primat de la collectivité.

Emilio Modena est certain que la crise ne sera pas encore dépassée en 2020. Ses effets se seront individualisés et les citoyens devront les assumer. Même si cela provoque un profond sentiment de honte et de colère, il considère que les mouvements sociaux ouvrent une opportunité. Dans ce sens, la psychothérapie doit être soutien et prise de conscience d'une critique de la société.

Hans-Jürgen Wirth pense que la société a maintenant conscience de la crise et de toutes les formes sous lesquelles elle se manifeste. Il analyse la situation en Europe, indiquant que les nouveaux mouvements sociaux constituent une force sociale « salutaire » partant du bas et s'attaquant à la politique dominante. Ceci contribue à renforcer l'identité collective et permet de recréer et de redéfinir un principe de solidarité.

Selon *Klaus Ottomeyer*, la crise n'a pas encore atteint les économies des pays de langue allemande, mais cela n'empêche pas leurs citoyens de réagir à la nouvelle situation. En Autriche du moins, les minorités sont moins souvent poursuivies. Les gens continuent à consommer sans retenue mais « ils naviguent à la vue », tendant moins souvent à suivre des politiciens populistes et demeurant ouverts à des médias critiques et à de nouveaux mouvements sociaux.

Gustl Marlock décrit trois réactions possibles des citoyens par rapport à la crise: 1. Celle-ci peut implorer de manière autodestructive dans leur psychisme; 2. ils peuvent apprendre à pratiquer un « art de vivre » fondé sur une sérénité pragmatique; et 3. la critique, les protestations et la révolte peuvent être un pôle venant s'opposer à l'implosion. Il ne faut donc pas que la psychothérapie serve à dissimuler la réalité; elle doit prendre l'individu au sérieux dans toute sa sensibilité émotionnelle et toute son intelligence sociétale.

Et enfin, *Johannes Gabriel* – un jeune chercheur qui s'intéresse à l'avenir – dit des crises que celles-ci se transfèrent sur l'individu au moment précis où il sous-estime ou renie le fait qu'en soi, le futur comporte un élément d'incertitude. Il est possible de prévenir ce transfert en acceptant cette vérité et en agissant de manière prévoyante dans son imaginaire. Anticiper à temps peut donc provoquer un processus d'apprentissage important sur les plans sociétal et personnel, qui serait à la fois adaptation et émancipation.

Le nouveau numéro thématique de Science Psychothérapeutique se conçoit comme une contribution à une psychothérapie critique de la société. Nous espérons qu'il permettra au discours entre collègues de se prolonger.

Correspondence

info@sollmann-online.de